

F I M A R C

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'ADULTES RURAUX CATHOLIQUES

VOIX DU MONDE RURAL

No.130

TRANSITION URBAINE ET RURALE

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL • BUREAU DÉPÔT 5330 ASSESSE • IMPRIMÉ À TARIF RÉDUIT • P505253

Editeur:

GEORGE DIXON
FERNANDEZ

Secrétariat:

FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Tél/Fax: +32-83-656236
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:

ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:

FIMARC aisbl

Photos & Dessins:

FIMARC aisbl
(sauf mention spéciale)

Abonnement:

15,00 €/an

Parution:

33e année

Impression:

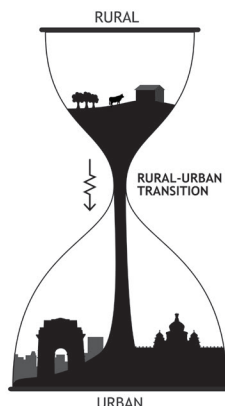
FIMARC aisbl

Sommaire

Editorial	3
Transition urbaine et rurale	5
FIMARC Nouvelles	14

Périodique publié en quatre langues par la FIMARC, qui donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Chers lecteurs,

Meilleures salutations depuis le secrétariat international!

Ce numéro de VMR traite du thème de la transition rurale et urbaine. L'urbanisation est une augmentation du nombre de personnes vivant en ville. Elle se produit principalement parce que les gens se déplacent des zones rurales vers les zones urbaines et elle entraîne une croissance de la taille de la population urbaine et de l'étendue des zones urbaines. En raison de l'urbanisation et de la croissance en cours de la population mondiale, environ 2,5 milliards de personnes supplémentaires viendront s'ajouter à la population urbaine d'ici 2050, principalement en Afrique et en Asie. Le processus d'urbanisation touche toutes les tailles d'établissements, de sorte que les villages se développent progressivement pour devenir de petites villes, les petites villes deviennent de grandes villes et les grandes villes deviennent des villes.

Dans les pays en développement, l'urbanisation se produit généralement lorsque les gens quittent les villages pour s'installer dans les villes dans l'espoir d'obtenir un meilleur niveau de vie. Les possibilités d'emploi dans les villes sont l'un des principaux facteurs d'attraction. De nombreuses industries sont situées dans les villes et offrent des possibilités de salaires urbains élevés. Il existe également davantage d'établissements d'enseignement qui dispensent des cours et des formations dans un large éventail de matières et de compétences. Les gens sont attirés par un mode de vie urbain et les " lumières vives " de la vie urbaine. Tous ces facteurs entraînent une migration temporaire et permanente vers les zones



urbaines.

Les mauvaises conditions de vie et le manque de possibilités d'emploi rémunéré dans les zones rurales sont des facteurs d'incitation. Les gens quittent les zones rurales en raison de l'insuffisance des soins de santé et des possibilités éducatives et économiques ainsi que des changements environnementaux, des sécheresses, des inondations, du manque de terres suffisamment productives et d'autres pressions sur les moyens d'existence ruraux, du manque d'investissement dans l'agriculture durable et le développement rural... La plupart des gens quittent les zones urbaines pour des raisons comme la pauvreté, la dégradation environnementale et alimentaire et l'insuffisance des infrastructures et services essentiels dans les zones rurales.

Les changements démographiques entraînent d'autres changements dans l'utilisation des terres, l'activité économique et la culture. Historiquement, l'urbanisation a été associée à d'importantes transformations économiques et sociales. Par exemple, la vie urbaine est liée à des niveaux plus élevés d'alphabétisation et d'éducation, une meilleure santé, une fécondité plus faible et une espérance de vie plus longue, un meilleur accès aux services sociaux et de meilleures possibilités de participation culturelle et politique (UNDESA, 2014). Cependant, l'urbanisation présente également des désavantages dus à une croissance urbaine rapide et non planifiée qui se traduit par des infrastructures médiocres telles que des logements inadéquats, l'eau et l'assainissement, les transports, l'éducation et les services de santé, le manque d'emplois, l'expansion des squats et des niveaux élevés de pollution.

Avec l'expansion des villes, un développement immobilier massif, une diminution des terres agricoles et une pénurie d'eau peuvent également être visibles dans de nombreux pays... L'urbanisation entraîne des changements majeurs dans la demande de produits agricoles, à la fois en raison de l'augmentation de la population urbaine et de l'évolution de son régime alimentaire et de sa demande.

La vitesse et l'ampleur de la croissance dans les plus grandes villes et zones métropolitaines du monde peuvent créer d'énormes tensions sur l'environnement immédiat et environnant et posent des défis majeurs pour le développement durable. Il est donc grand temps de réinvestir dans les zones rurales.

Bonne lecture à tous !

George Fernandez,
Secrétaire général, FIMARC



TRANSITION URBAINE ET RURALE



Aujourd'hui, nous sommes un peu plus de 7,7 milliards sur la terre alors que la population mondiale était estimée à 7 milliards en 2011. L'ONU estime que nous atteindrons les 10 milliards d'habitants en 2056... dans quelques années ! Toutefois, l'accroissement ralentit en raison d'une baisse de la fécondité, le taux de fécondité moyen étant passé de 5 enfants par femme dans les années 1950 à 2,5 en 2015, avec de fortes disparités (Taïwan : 1,1 enfant par femme ; Niger : 7,6). Plus de la moitié de l'humanité vit dans une région du monde où le taux de fécondité est inférieur à 2,1 enfants par femme, taux nécessaire au remplacement des générations dans les pays développés. L'augmentation de la population concerne surtout les pays du Sud, notamment l'Afrique dont la population devrait doubler dans les prochaines décennies.

En 2014, environ 54 % de la population mondiale vit en milieu urbain.

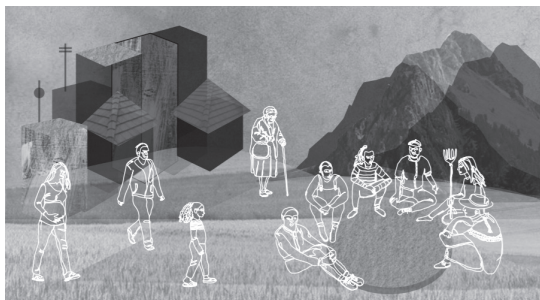


Qu'est-ce que la transition rurale/urbaine ?

Il s'agit du passage d'un stade où la population d'un pays majoritairement rural passe à un stade où elle est majoritairement urbaine.

On distingue plusieurs phases intermédiaires dans la transition

- phase A : le taux d'urbanisation et sa croissance restent faibles. C'est le cas d'un petit nombre de pays : Bhutan, Laos.
- phase B : accélération rapide.
Exemple : Chine.
- phase C : l'accélération décroît et prend une forme logarithmique
- phase D : la croissance devient quasi nulle, l'essentiel de la population vivant en ville (cf. pays industrialisés, Argentine, Afrique du Sud).



L'exode rural, considéré comme le dépeuplement des campagnes et l'abandon des métiers liés à la terre, est une question d'envergure mondiale: en 2007 et pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population des villes a dépassé celle des campagnes. Dans une étude rendue publique en juin 2006, la FAO évaluait à 800 millions le nombre de personnes ayant abandonné les campagnes pour les villes, lors des 50 dernières années.

Plus encore, la question du départ des paysans vers les villes est ressentie avec une grande acuité en raison du développement urbain extraordinaire dans certains pays en voie de développement (PED) ou en transition, en Afrique et en Asie principalement.

Si des pays comme les Etats-Unis, la Chine ou le Niger connaissent un exode rural, les enjeux sont radicalement différents : le phénomène à



l'œuvre dans les PED correspond à des situations économiques et sociales particulières et le distingue de celui qui a marqué (ou marque encore) les pays riches occidentaux. Les conséquences économiques, sociales et sanitaires sont d'une gravité telle qu'elles remettent fondamentalement en cause les perspectives de développement de ces pays.

Les deux visages de l'exode rural

Les différences entre le processus de dépeuplement des campagnes observé en Europe occidentale et dans les pays en développement sont telles qu'il est possible de mettre en avant deux modèles aux caractéristiques propres.

Les pays européens. Le dépeuplement des campagnes au profit des villes s'est déroulé de façon progressive en Europe occidentale sous l'effet des révolutions industrielles à partir du XIX^{ème} pour l'Angleterre et au cours de la seconde moitié du siècle suivant pour des pays comme la France. Dans ce cas précis, l'exode rural correspond à une période de forte modernisation des exploitations : dans les années 1950 et 1960, la productivité y augmente à un rythme annuel de près de 7 %, libérant ainsi de la main d'œuvre au profit de l'industrie et des activités tertiaires, en fort développement.

Cette évolution se poursuit même tout au long de la seconde moitié du siècle dernier : entre 1970 et 1999, la part de l'agriculture dans l'emploi total





est divisée par 3 et passe de 10,38 à 3,31 % en moyenne pour les six pays fondateurs de la Communauté économique européenne.

Les pays en développement. Il en va tout autrement de l'exode rural qui redessine en profondeur la répartition de la population d'un grand nombre de ces pays. La forte concurrence des agricultures plus compétitives et la volatilité des prix, l'absence de modernisation des exploitations et la dégradation de l'environnement chassent des millions de paysans pauvres vers les villes, à la recherche de conditions de vie moins défavorables.

Les phénomènes migratoires ainsi engendrés sont complexes dans la mesure où les migrants internes à leur pays sont 7 fois plus nombreux que les expatriés. Ceux-ci partent de préférence dans un pays limitrophe. D'autres, enfin, tentent d'atteindre l'Amérique du Nord ou l'Union européenne.

Une agriculture « traditionnelle » fragilisée par la libéralisation des échanges et la dégradation de l'environnement

L'exode rural à l'œuvre dans les pays en développement témoigne d'un affaiblissement de l'agriculture face à des causes économiques et environnementales.

Les facteurs commerciaux. L'évolution à la baisse des prix agricoles internationaux dans un contexte de forte volatilité des prix et la forte concurrence des grandes puissances agricoles très compétitives sur les marchés mondiaux privent la majorité des agriculteurs des PED de la possibilité de renouveler leurs moyens de production et de conserver leurs parts de marché.





Faute de pouvoir vivre dignement de leur travail, voire même d'en tirer une rémunération suffisante pour assurer leur subsistance, le départ vers la ville apparaît comme inéluctable.

Les facteurs environnementaux. La désertification contribue également à l'exode rural. Définie par les Nations Unies comme la « dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches à cause de facteurs variés tels que les variations climatiques et les activités humaines », elle est largement répandue sur l'ensemble des continents, mais frappe plus durement l'Afrique et l'Asie.

Quelques données permettent de saisir l'ampleur et la gravité du phénomène:

- Il concerne directement près de 480 millions de personnes et en menace près d'un milliard d'individus à travers le monde ;





- 3,6 milliards d'hectares de terres arides sont touchées par la désertification et chaque année (la surface agricole avoisine les 180 millions d'hectares), près de 10 millions d'hectares supplémentaires sont dégradés ;
- 50 milliards de dollars sont perdus chaque année (perte de récolte en équivalent céréales) du fait de la dégradation des terres. Le commerce international de produits agricoles (importations et exportations confondues) a atteint 135 milliards de dollars en 2005. L'essentiel des pertes est concentré dans les PED où l'élevage et les activités agricoles occupent une place prépondérante.

Des conséquences dramatiques

Les répercussions de l'exode rural sont extrêmement lourdes pour les pays touchés et pourraient bouleverser l'existence quotidienne de l'ensemble de leur population.

L'émergence de mégapoles. La combinaison de ces deux facteurs participe au développement d'une urbanisation intense et incontrôlée, principalement dans les PED. Par exemple, la ville de Lagos au Nigeria devrait dépasser les 17 millions d'habitants en 2015, alors qu'elle n'accueillait que 288 000 personnes en 1950. Dans le même temps, la population de Bombay (Inde) devrait être multipliée par 10 (22,6 millions contre 2,3 millions).





De tels flux migratoires rendent quasi impossible la réalisation des aménagements nécessaires à l'accueil de ces populations : en conséquence, les bidonvilles constituent la majorité de la croissance urbaine des villes du Sud. La population de ces quartiers très défavorisés représente plus de 80 % de la population urbaine totale en Afrique subsaharienne et plus de 75 % en Asie du Sud.

Plus encore, cet exode rural ne procède pas d'un appel de main d'œuvre dans l'industrie ou encore dans les services. Ces agglomérations gigantesques connaissent ainsi des taux de chômage très élevés, souffrent de conditions sanitaires dramatiques et d'autres maux comme l'essor de la criminalité.

Une déstructuration grave du potentiel de production. Ces départs pourraient fragiliser les équilibres vivriers dans la mesure où l'accroissement considérable du nombre de consommateurs urbains ponctionne une part importante des forces vives de l'agriculture, sans véritable contrepartie. En Afrique subsaharienne, un travail manuel souvent exténuant s'efforce de compenser la très faible technicité de l'agriculture ; elle pâtit donc de ce manque de main d'œuvre soumis à l'exode. L'amélioration de la capacité d'importations alimentaires n'est guère envisageable, considérant la faiblesse du secteur industriel d'exportation de la plupart des pays de cette région d'Afrique.





La libéralisation des marchés agricoles prônée par l'OMC contraint, en outre, les PED à accomplir une transition totalement précipitée qu'il convient de mettre en perspective avec l'évolution très progressive des pays riches. En l'absence de mécanismes d'accompagnement et de moyens financiers suffisants, ils pourront difficilement atteindre les objectifs du cycle de Doha, pourtant considéré comme le cycle du développement.

L'exode rural est toujours un déchirement pour ceux dont le travail ne suffit plus à assurer la subsistance. Il constitue également un problème majeur dans les PED dans la mesure où il favorise l'émergence de situations économique et sociale dramatiques.

Mais des solutions existent comme l'a montré l'exemple du Chili, avec la promotion de cultures fruitières et d'entreprises orientées vers l'exportation ou encore celui du Ghana, où le dynamisme de la culture du cacao a entraîné le retour de deux millions de Ghanéens qui avaient émigré au Nigeria.

En définitive, le moyen le plus sûr pour favoriser le maintien des paysans sur leurs terres et d'atténuer la pression sur les centres urbains est d'intensifier l'investissement dans l'agriculture : des études récentes exposent clairement l'efficacité supérieure de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté, en comparaison des autres secteurs économiques. Son rôle est également essentiel en termes de sécurité alimentaire et de répartition de la population dans la mesure où l'agriculture emploie plus des 2/3 de la main d'œuvre dans les pays concernés.

La récente reconnaissance par la Banque Mondiale du rôle moteur de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté est un signe encourageant tout comme l'initiative de la FAO d'avoir déclaré l'année 2014, année internationale de l'agriculture paysanne familiale. L'agriculture familiale et la petite agriculture sont liées de façon indissociable à la sécurité alimentaire mondiale. Elle préserve les produits alimentaires traditionnels, tout en contribuant à une alimentation saine et équilibrée, à la conservation de



la biodiversité agricole mondiale et à l'utilisation durable des ressources naturelles. L'agriculture familiale peut être un moyen de stimuler les économies locales, surtout si elle est associée à des politiques spécifiques axées sur la protection sociale et le bien-être des communautés.

Ce dossier reprend de très larges extraits d'un article paru sur le site de Momagri :

Momagri rassemble des responsables agricoles et des personnalités extérieures au monde agricole, de toutes les nations du monde, qui ont comme point commun de croire qu'un monde meilleur est possible et qu'une agriculture régulée doit en être la force motrice.

Momagri conduit des analyses approfondies sur la situation agricole mondiale, et il effectue des propositions concrètes et stratégiques, qui sont destinées aussi bien aux décideurs politiques et aux experts, qu'aux médias et au grand public.

Momagri développe de nouveaux instruments pour améliorer les prises de décisions internationales et démontrer que l'Agriculture doit être la clé de voûte du Développement afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, ceux de la Conférence de Rio, et de parvenir à un accord équitable dans le cadre du cycle de Doha à l'OMC.



FIMARC NOUVELLES

SESSION DE FORMATION MONDIALE DE LA FIMARC SUR LES DROITS DES PAYSANS AUX SEMENCES

La FIMARC a organisé une session internationale de formation sur les droits des paysans aux semences. Il s'agissait d'une plateforme de partage et d'apprentissage pour initier des travaux concrets sur les semences. Une vingtaine de leaders mondiaux de 4 continents ont participé à cette session de formation sur les droits des paysans aux semences. Une exposition aux différentes initiatives semencières traditionnelles et une discussion avec les agriculteurs locaux, des contributions d'experts, le partage d'histoires sur les propres initiatives semencières de la FIMARC, etc. ont effectivement ouvert les yeux sur la situation actuelle du système semencier paysan, son potentiel et ses défis. La sélection des variétés de semences et de plantes est un élément important d'une production végétale durable. Les variétés de semences indigènes s'épuisent à un rythme alarmant. Il devient de plus en plus clair que pour maintenir la biodiversité dans les champs des agriculteurs, il faut créer un système alternatif d'approvisionnement en semences.

Les agriculteurs ressentent fortement le besoin de recréer certaines des variétés traditionnelles qu'ils ont perdues, et c'est pourquoi des systèmes ont été mis en pratique dans certaines communautés de différents pays pour rendre disponibles des variétés de semences locales de bonne qualité afin de répondre pleinement à ce besoin.

Le Comité Exécutif de la FIMARC a adopté une résolution finale déclarant notre position et notre engagement pour préserver et protéger le système semencier traditionnel des communautés paysannes. La FIMARC continuera à promouvoir la préservation durable des semences, la gestion et l'échange de pratiques entre les communautés en tant que composante importante de sa campagne pour la sécurité alimentaire, la sécurité nutritionnelle et la souveraineté alimentaire. La FIMARC poursuivra les luttes pour obtenir le contrôle et les droits des agriculteurs sur leurs semences et aidera à concevoir des mécanismes au niveau local et national qui permettront aux agriculteurs, entre autres, de conserver, échanger, réutiliser et vendre leurs semences, et d'obtenir la propriété de leurs variétés. La FIMARC a décidé



de lancer différentes consultations au niveau national sur les droits des paysans sur les semences dans les mois à venir

**PARTICIPATION DE LA
FIMARC À LA RÉUNION
RÉGIONALE DE LA FAO SUR
LES BIOTECHNOLOGIES
AGRICOLES DANS LES
SYSTÈMES ALIMENTAIRES
DURABLES ET LA
NUTRITION EN ASIE-
PACIFIQUE, MALAISIE**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé une "Réunion régionale sur les biotechnologies agricoles dans les systèmes alimentaires durables et la nutrition en Asie-Pacifique", accueillie et co-organisée par le gouvernement de Malaisie. La réunion régionale faisait suite au Colloque international de 2016 sur le rôle des biotechnologies agricoles dans les systèmes alimentaires durables et la nutrition, tenu au siège de la FAO, à Rome (Italie).

La réunion régionale avait pour but de créer un espace pour une plus grande clarté sur les besoins et les préoccupations concernant les biotechnologies au niveau régional, en soulignant la nécessité de maintenir une approche multisectorielle,

couvrant les secteurs des cultures, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche. Rony Joseph, le coordinateur asiatique de la FIMARC a représenté notre organisation pour faire entendre la voix et les préoccupations des agriculteurs familiaux et pour souligner l'importance des technologies et des droits et pratiques des agriculteurs sur les semences.

**PARTICIPATION
DE LA FIMARC À
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
INTERNATIONALE DE LA
RÉGION VIA CAMPESINA-
BASQUE, ESPAGNE**

La FIMARC a participé à la VIIème Conférence Internationale organisée par La Via Campesina, qui s'est tenue au Pays Basque, Espagne. Manuel Moran Jesus Hidalgo, membre de l'Exco et coordinateur latino-américain de la FIMARC à El Salvador, a représenté la FIMARC à cette importante conférence internationale, au cours de laquelle les délégués du monde entier ont réaffirmé leur engagement à construire une voie commune vers la souveraineté alimentaire basée sur les droits et le patrimoine des paysans, des populations rurales, des peuples indigènes et autres petits producteurs alimentaires (pêcheurs, éleveurs et autres).



Session de formation mondiale de la FIMARC sur les droits des paysans aux semences

VMR

VOIX DU MONDE RURAL

PUBLIE PAR:

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur Responsable:

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)